

CITOYENS EN DANGER !

Décryptage du « contrat de législature 2007-2012 » du candidat Nicolas Sarkozy.

Ce « contrat » est centré sur la « liberté et le mérite » : « liberté de travailler plus pour gagner plus », « liberté » de choisir (après 40 ans de cotisation) le moment de son départ à la retraite, « liberté » pour les universités de choisir un statut « d'autonomie », « liberté » du choix de l'école de ses enfants avec la « suppression de la carte scolaire » et de son principe de mixité sociale. « Le mérite » fait ici hypocritement appel à une considération « morale », et non plus politique, afin d'exclure les franges « non-méritantes de la société ».

Une révolution libérale.

Pour N. Sarkozy, qui se revendique « conservateur, libéral » et « croyant en l'économie de marché » (*Times Magazine*, 10/04), « on n'a pas à être pour ou contre la mondialisation, c'est un fait », un phénomène naturel auquel nous devons tous nous plier. Son programme propose la baisse des impôts pour les plus riches en établissant « un plafond fiscal », la suppression des cotisations sur « toute heure supplémentaire et toute RTT convertie en temps de travail », et l'instauration d'un « service minimum » (04/07), première mesure vers l'interdiction du droit de grève. Il défend un « contrat de travail unique » (03/05) remplaçant le CDI et le CDD, allégeant considérablement les procédures de licenciement et la protection de tous les salariés.

Etre payé plus... en travaillant plus, ou l'illusion du choix de son temps de travail au salarié alors que cette décision n'appartient qu'à l'employeur. Comment oser défendre une nouvelle répartition du travail excluant l'ensemble des millions de chômeurs de ce pays !

Lors de ces cinq dernières années, alors que N. Sarkozy était au gouvernement, des dizaines de dispositifs de ce genre se sont succédé. Aujourd'hui, l'ensemble de ces cadeaux au patronat représente environ 23,6 milliards d'euros. Cette politique ne crée aucun emploi, développe la flexibilité et la précarité des salariés.

Une révolution sécuritaire.

N. Sarkozy prône une politique toujours plus répressive et culpabilisante (encore de la « morale »...) pour les plus démunis : sans-papiers, chômeurs, habitants des quartiers difficiles... Pour lui, « les revenus du travail doivent toujours être supérieurs aux revenus de l'assistance », « de l'oisiveté ». Les familles « ne remplissant pas leur rôle » se verront supprimer leurs allocations familiales.

N. Sarkozy est fier de proposer un « ministère de l'immigration et de l'identité nationale », succédant à sa récente création, en temps que Ministre de l'Intérieur, de la loi sur « l'immigration choisie » et à la mise en place de « plafonds annuels d'immigration ». La récupération des thèses du Front National, en utilisant les immigrés comme boucs émissaires, est évidente à l'issue du premier tour.

Pour lui, « la répression est la meilleure des préventions » (*Libération*, 07/02). En voulant, en priorité, instaurer des « peines-planchers pour les récidivistes », N. Sarkozy ose mettre en péril le pouvoir d'appréciation des magistrats.

Une visée éducative ? L'abrogation de l'ordonnance de 1945 sur le droit pénal des mineurs soumet ses derniers à la même justice que les adultes...

Les objectifs sont clairs : surveiller et punir tous ceux qui n'acceptent pas le dogme libéral ou qui en sont victimes, servir les intérêts des plus riches pour remodeler la société en satisfaisant les exigences du capitalisme mondialisé, interpeller les bas instincts empreints de craintes, de racisme, de xénophobie pour y répondre par le tout sécuritaire.

Le collectif Anti-Sarkozy.

Contact : antisarko14@no-log.org

Ne pas jeter sur la voie publique